

**ANALYSE DE LA SITUATION ECONOMIQUE ET  
SOCIALE DU MALI EN 2006**

**UNITE ECONOMIQUE**

**Juin 2007**

## Sommaire

<b>RESUME INTRODUCTIF .....</b>	<b>3</b>
<b>I. SITUATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU MALI.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. SECTEUR REEL.....</b>	<b>6</b>
<b>1.2. INFLATION .....</b>	<b>7</b>
<b>1.3. FINANCES PUBLIQUES.....</b>	<b>9</b>
<b>1.4. LES COMPTES EXTERIEURS .....</b>	<b>11</b>
<b>1.5. L'EVOLUTION DE LA DETTE EXTERIEURE .....</b>	<b>12</b>
<b>1.6 REALISATIONS DES OBJECTIFS DU CSLP .....</b>	<b>13</b>
<b>1.7. LES REFORMES STRUCTURELLES .....</b>	<b>14</b>
<b>II. SITUATION SOCIALE .....</b>	<b>16</b>
<b>2.1. SECTEUR DE L'EDUCATION.....</b>	<b>16</b>
<b>2.3. SECTEUR DE LA SANTE.....</b>	<b>17</b>
<b>2.4. L'ACCES A L'ELECTRICITE ET A L'EAU.....</b>	<b>18</b>
<b>III. PERSPECTIVES.....</b>	<b>19</b>

## Résumé introductif

L'année 2006 marque la fin de la mise en œuvre de la première génération du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP 2002-2006) et le lancement du processus de préparation et d'adoption de la seconde génération du CSLP dénommée Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) 2007-2011. Le CSCR a été adopté par le gouvernement le 20 décembre 2006 au terme de consultations avec les partenaires et la société civile. C'est dire que l'évaluation des performances au plan économique et social donne un aperçu des progrès dans la mise en œuvre du CSLP 2002-2006, et le chemin restant à faire pour réduire sensiblement la pauvreté et gagner le pari de l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). C'est ainsi que le Mali s'est engagé, au cours de l'année 2006 avec l'appui technique et financier du PNUD, dans l'élaboration d'un Plan décennal 2006-2015 pour l'atteinte des OMD.

Au plan économique, la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) est estimée à 5,3% en 2006 en raison de la bonne campagne agricole 2006/2007 et de l'augmentation de la production d'or. En effet, avec le retour des pluies, la production céréalière est passée de 3.398.627 tonnes au cours de la campagne 2005/2006 à 3.693.240 tonnes pour la campagne 2006/2007 soit une progression de 8,7%. Au même moment, la production cotonnière connaissait une baisse de 23% passant 534.000 tonnes à 414.000 tonnes. La faiblesse des prix rémunérateurs du coton explique cette chute de la production. S'agissant de l'or, la production a été dopée par la flambée du cours mondial de l'or qui se situait à 22 dollars le gramme en décembre 2006. Au Mali, toutes les sociétés minières ont connu une hausse de leurs productions. La production totale a atteint 61 tonnes en 2006 contre 52 tonnes en 2005. Ce développement de l'activité économique a été réalisé dans une conjoncture marquée par la persistance de la flambée des cours mondiaux du pétrole.

L'évolution des prix à la consommation est restée modérée en 2006. Le taux d'inflation a été de 1,5% contre 6,4% en 2005, année où l'inflation a atteint son niveau le plus élevé depuis 1996. Le retour de la pluviométrie a permis la réalisation d'une bonne campagne agricole 2005/2006. Ainsi, la disponibilité des produits alimentaires et la stabilité des prix des produits pétroliers expliquent largement la maîtrise des prix à la consommation.

Le Mali a importé 602.875 tonnes de produits pétroliers en 2006. Les chargements de produits pétroliers à destination du Mali ont augmenté en volume de 47.801 tonnes soit 9% entre 2005 et 2006 tandis que la hausse des prix à l'importation a été beaucoup plus marquée soit 11%. Ceci ne s'explique pas uniquement par la hausse de la demande comme l'atteste l'indice rapport prix/quantité. En effet, l'approvisionnement du pays en produits pétroliers est confronté à deux types de difficultés, d'une part, les problèmes d'accès aux sources d'approvisionnement liés à des crises dans les pays d'exportation et d'autre part, la forte augmentation du prix du pétrole sur le marché international depuis 2004. Pour assurer la stabilité des prix à la pompe, le gouvernement malien a consenti des efforts financiers en renonçant à une partie de ses taxes sur les produits pétroliers occasionnant une perte de recette de l'ordre de 19 milliards de FCFA en 2006. En dépit des dispositions prises, la flambée des cours du pétrole a eu des effets néfastes sur la croissance. Les pertes en terme de point de croissance sont estimées à 0,5 point.

Au niveau des finances publiques, on note un net ralentissement de la progression des recettes fiscales qui n'ont augmenté que de 5,4% en 2006 contre 13,5% en 2005. Ainsi le taux de

pression fiscale a baissé passant de 15,9% du PIB en 2005 à 15,2% en 2006. Ce faible niveau de recouvrement est imputable à la contre performance des services des douanes qui n'ont pas atteint leurs objectifs de recouvrement de recettes. L'augmentation enregistrée par la Douane a été de 2% en 2006 contre 14% de progression pour les services des impôts. On constate cependant une maîtrise de la progression des dépenses totales qui sont passées de 25,5% du PIB en 2005 à 24,8% en 2006. Cette évolution est liée à la maîtrise des dépenses courantes qui n'ont représenté que 12,8% du PIB en 2006 contre 13,5% en 2005. Les dépenses en capital ont augmenté d'un 1 point du PIB se situant à 10,6% du PIB en 2006. Cette augmentation est imputable aux investissements liés aux appuis budgétaires sectoriels et à l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). En conséquence, le déficit budgétaire hors dons a légèrement diminué pour se situer à 7,2% du PIB en 2006 contre 7,4% en 2005.

Au niveau des comptes extérieurs, le solde courant de la balance des paiements s'est amélioré en passant d'un déficit de 230,9 milliards de FCFA en 2005 à un déficit de 183,3 soit respectivement 10,4% et 7,8% du PIB. Cette amélioration est à mettre au crédit de la forte augmentation des exportations particulièrement celles de l'or qui ont enregistrées une hausse 63,6% dopée par la hausse de la production et la bonne tenue des cours mondiaux du métal jaune. Le solde global de la balance des paiements est ressorti positif à 104,7 milliards de FCFA en 2006 contre 47,1 milliards une année plus tôt avec une progression du même montant des avoirs extérieurs du Mali.

Au cours de l'année 2006, le Mali a bénéficié de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM) décidée par le G 8. Les allègements obtenus sont venus de la Banque mondiale, de la BAD et du FMI pour un encours total de 1085,2 milliards de FCFA. Cette initiative a permis de réduire sensiblement le poids de la dette extérieure sur l'économie du pays. Ainsi l'encours de la dette extérieure est passé de 57,8% du PIB en 2005 à 20,3% en 2006.

En dépit de ces bons résultats macro économiques, des nombreuses réformes structurelles restent attendues. Il s'agit, entre autres, de la réforme du secteur coton avec la privatisation de la Compagnie Malienne de Développement des Textiles (CMDT) repoussée en 2008, la réforme du secteur financier avec la sortie du portefeuille de l'Etat des établissements bancaires dont beaucoup traînent une masse importante de créances douteuses ainsi que la restructuration de la Caisse de retraite des fonctionnaires et l'Institut de prévoyance sociale pour les travailleurs contractuels.

Dans le domaine social, les avancées demeurent timides. Elles ont été réalisées dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de l'éducation et de la santé et attestent du chemin restant à accomplir pour l'atteinte des OMD. La première tranche du Programme d'investissement du secteur de l'éducation (PISE) a pris fin en 2005. La deuxième phase du PISE a été lancée au mois de septembre 2006 et couvre la période 2006-2008. S'agissant des résultats, le taux brut de scolarisation a atteint 75% en 2006 contre 74% en 2005. Celui des filles est passé de 63,4% à 65,1% sur la même période.

Dans le domaine de la santé, le Programme de Développement du secteur de la santé PRODESS II (2005-2009) est en cours de réalisation depuis 2005. Globalement les stratégies adoptées visent à améliorer les indicateurs de santé des populations maliennes en général et en particulier des plus pauvres. Au titre des résultats, le nombre de centres de santé communautaires est passé de 753 en 2005 à 785 en 2006. La proportion de population vivant

dans un rayon de 5 km d'un centre de santé a progressé d'un point pour atteindre 51% en 2006. Le taux de couverture des consultations prénatales est passé de 75% à 76% sur la même période et de taux d'accouchements assistés est passé de 53% en 2005 à 55% en 2006.

Dans le domaine de l'accès à l'eau, le taux qui était de 66,1% en 2005 a atteint 67,4% en 2006. Si la tendance actuelle se poursuit, on doit s'attendre à une augmentation de 2 points de pourcentage par an du taux d'accès à l'eau potable et l'atteinte des objectifs du millénaire reste possible. Dans le secteur, il est prévu l'élaboration du Programme Sectoriel pour l'Eau Potable et l'Assainissement.

En perspectives pour 2007, la production d'or attendue serait de 57,7 tonnes soit 4 tonnes de moins qu'en 2006. Cette baisse devrait influencer négativement le taux de croissance. C'est dire que la croissance économique en 2007 dépendra fortement des résultats de la campagne agricole 2007/2008. Au niveau des réformes structurelles, la dernière phase du programme actuel au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) qui s'achève en juin 2007, s'est attachée à renforcer les acquis en matière de stabilité macroéconomique et à achever la mise en œuvre des composantes essentielles du programme de réformes structurelles engagé en 2004. Cette politique a visé principalement à créer les conditions d'une accélération de la croissance à moyen terme, y compris en prenant appui sur l'aide extérieure et l'allègement de la dette, afin de réduire la pauvreté et de progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le document du plan d'actions pour l'atteinte des OMD sera finalisé en 2007 et soumis à la 6ème table ronde des bailleurs de fonds du Mali avec le document du CSCRP. Cette rencontre sera l'occasion de faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la Table ronde de Genève de 2004, mais aussi et surtout partager et construire un consensus avec les partenaires du Mali sur le CSCRP et le plan décennal OMD.

## I. Situation économique et financière du Mali

### 1.1. Secteur réel

#### Production :

La caractéristique fondamentale de l'évolution de l'activité économique au Mali est la volatilité de la croissance qui reste dépendante des facteurs naturels et de la production de l'or. Au cours de la campagne agricole 2006/2007, la production céréalière a atteint 3.398.629 tonnes soit une augmentation de 8,7% par rapport à son niveau de la campagne 2005/2006 estimé 3.398.627 tonnes. Les meilleurs résultats ont été enregistrés au niveau de la production rizicole qui est passée de 945.823 tonnes à 1053.236 tonnes soit 11,4% d'augmentation. La production du sorgho est passée de 629.127 tonnes à 769.681 tonnes. Ces résultats ont été favorisés par une bonne répartition de la pluviométrie. La production cotonnière a reculé de 23% entre 2005 et 2006. Le Mali a produit 414.000 tonnes en 2006 contre 534.000 une année plus tôt. Cette baisse est imputable à la faiblesse des prix rémunérateurs du coton qui n'a pas été de nature à encourager la production. En effet, le 2 mai 2006, les acteurs ont convenu de fixer, conformément au mécanisme, le prix initial au producteur pour le coton graine à 165 FCFA/kg contre 200 FCFA quelques années au paravent.

S'agissant de l'or, la production a été dopée par la flambée du cours mondial de l'or qui se situait à 22 dollars le gramme en décembre 2006. Au Mali, toutes les sociétés minières ont connu une hausse de leurs productions. La production totale a atteint 61 tonnes en 2006 contre 52 tonnes en 2005.

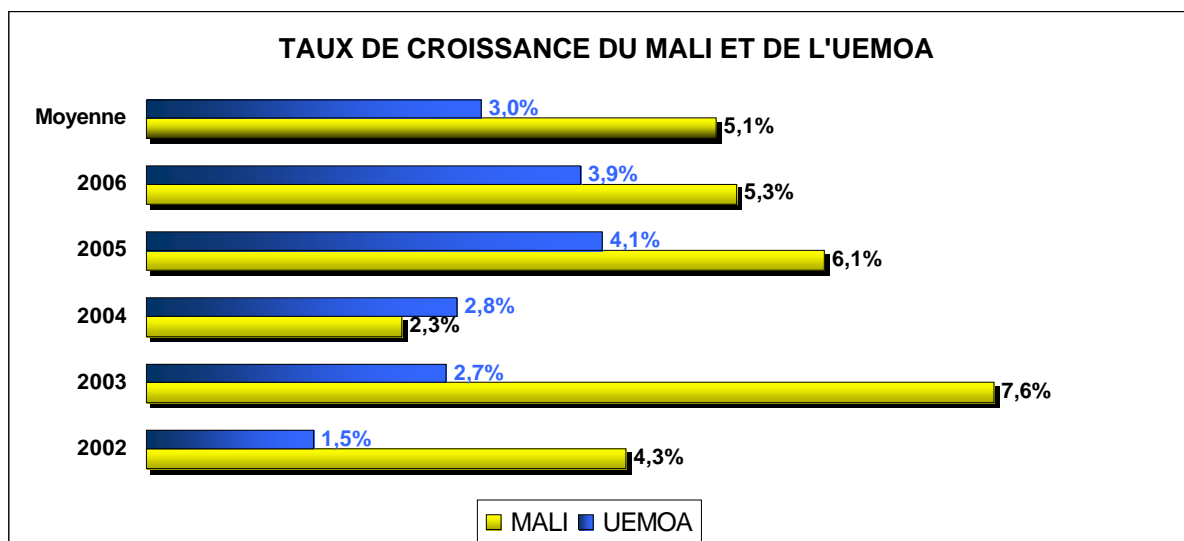
Tab.1 : Evolution des productions

(en tonne)	2002	2003	2004	2005	2006
Coton	439 751	620 665	589 780	532 138	417 000
Céréales	2 511 800	3 363 080	2 958 280	3 398 627	3 693 239
Or	63,4	54,6	44,6	52,12	61,38

#### Croissance :

La croissance économique a été de 5,3% en 2006 contre 6,1% en 2005. Cette croissance a été soutenue par le secteur secondaire qui a progressé de 8,3% entre 2005 et 2006 sous l'effet de l'augmentation de la production d'or. La croissance du secteur primaire a été de 4,3% sur la période. Le ralentissement de cette croissance trouve son explication dans l'effondrement de la production de coton en dépit d'une progression des branches de l'agriculture vivrière. Le secteur tertiaire a connu une augmentation de 9,4% poussé par le dynamisme de la branche du commerce et des télécommunications. Ce secteur a contribué pour 3,3% au taux de croissance contre 1,8% pour le secondaire et 1,5% pour le primaire.

Le taux d'investissement (FBCF/PIB) est passé de 16,0% à 17,1% entre 2005 et 2006. Le taux d'investissement privé est ressorti à 9,3% en 2006 contre 8,8% en 2005. Cette évolution est le résultat des investissements dans le secteur minier avec l'ouverture de deux nouvelles mines Tamico et Somilo et les investissements pour l'ouverture prochaine de la mine de Wassou. L'investissement public a aussi augmenté avec le bénéfice de l'IADM et des appuis budgétaires sectoriels.



Sources : Comptes économiques du Mali (DNSI), Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA pour 2006 (BCEAO)

*Le Mali a connu un taux de croissance économique moyen de 5,1% sur la période 2002 à 2006 contre un objectif de 6,7% énoncé dans le CSLP et un taux de croissance de 3% enregistré dans le reste de la zone UEMOA.*

Depuis le début de la mise en œuvre du CSLP, le Mali a enregistré des taux de croissance positifs avec 4,3% en 2002 , 7,6% en 2003 , 2,3% en 2004 et 6,1% en 2005 et 5,3% en 2006. Les bonnes campagnes agricoles de 2003, 2005 et 2006 et l'augmentation des prix et de la production d'or en 2005 et 2006 ont assuré la bonne tenue de la croissance économique.

Cependant, l'économie Malienne a subi des chocs exogènes qui ont affecté les prix du coton et des produits pétroliers au cours de l'année 2004, et la production des cultures vivrières en 2004 n'a guère été bonne, ce qui s'est traduit par un taux de croissance inférieur et un taux d'inflation plus élevé par rapport aux prévisions. En 2005, avec le retour des pluies, la production agricole a augmenté de 19% et la production aurifère a connu un bond de 17% entraînant une accélération de la croissance économique qui est passée de 2,3% en 2004 à 6,1% en 2005.

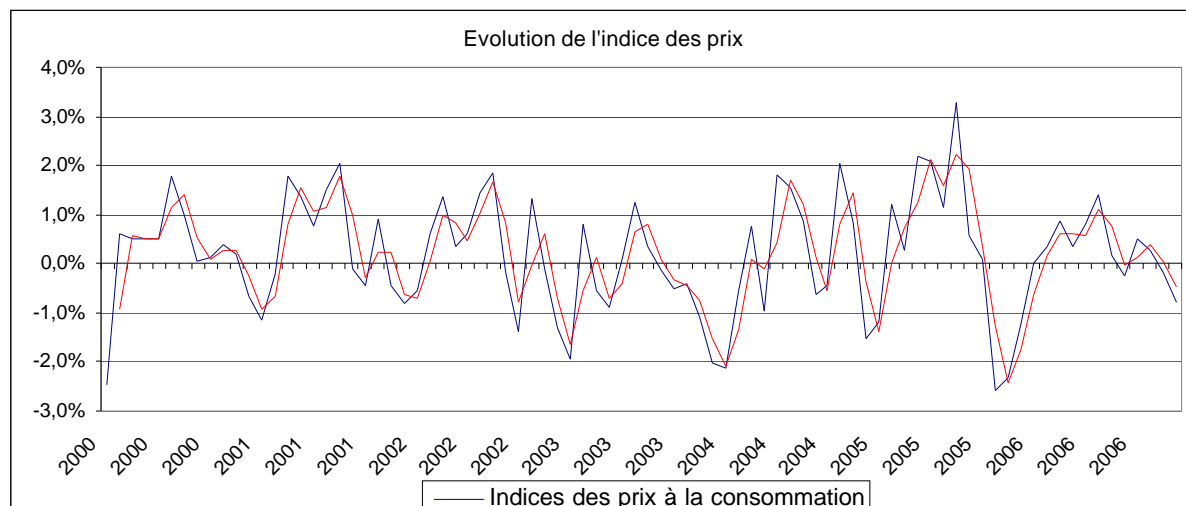
## **1.2. Inflation**

L'évolution des prix à la consommation est restée modérée en 2006. Le taux d'inflation a été de 1,5% contre 6,4% en 2005. Le retour de la pluviométrie a permis la réalisation d'une bonne campagne agricole 2005/2006. Ainsi, la disponibilité des produits alimentaires et la stabilité des prix des produits pétroliers expliquent largement la maîtrise des prix à la consommation. Les seuls pics inflationnistes ont été observés en janvier et en février où la hausse des prix s'est située entre 4 et 5%.

*Sur la période 2002-2006, l'inflation a été contenue dans les normes édictées par l'UEMOA c'est à dire inférieure à 3%. Cependant, l'inflation (mesurée par la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation – IHPC - à Bamako) a été en moyenne de 1,7% entre 2002 et 2006. Après 5,1% en 2002, le taux d'inflation a été négatif avec -1,3% en 2003 et -3,1% en 2004. Il est ressorti à 6,4% en 2005, du fait de l'insuffisance de l'offre de produits alimentaires suite à la mauvaise campagne agricole de 2004/2005. Durant cette campagne*

agricole, la production céréalière a chuté de 16% passant de 3 402 221 tonnes en 2003 à 2 844 902 tonnes en 2004.

Graph. 2 :



Sources : DNSI

La hausse des prix des produits pétroliers à la pompe aurait été plus importante si des mesures de stabilisation n'étaient pas intervenues à temps pour contenir l'un des éléments catalyseur de l'inflation. Le Mali a importé 602.875 tonnes de produits pétroliers en 2006. Les chargements de produits pétroliers à destination du Mali ont augmenté en volume de 47.801 tonnes soit 9% entre 2005 et 2006 tandis que la hausse des prix à l'importation a été beaucoup plus marquée soit 11%. Ceci ne s'explique pas uniquement par la hausse de la demande comme l'atteste l'indice rapport prix/quantité. En effet, l'approvisionnement du pays en produits pétroliers est confronté à deux types de difficultés, d'une part, les problèmes d'accès aux sources d'approvisionnement liés à des crises dans les pays d'exportation et d'autre part, la forte augmentation du prix du pétrole sur le marché international depuis 2004.

Les prix fournisseurs ont augmenté au cours de la période 2002-2006 et plus particulièrement à partir de 2004. Ainsi, les prix fournisseurs des produits pétroliers ont augmenté en moyenne de 18% et 40% entre 2004 et 2005 et de 22% et 35% entre 2005 et 2006 sur l'ensemble des axes d'importations.

Pour contenir les conséquences de l'augmentation des prix fournisseurs au cours de la période, les autorités maliennes ont procédé à la baisse des droits et taxes sur les produits pétroliers, par le biais de la Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers (TIPP). Le manque à gagner au niveau des recettes pétrolières, causées par les réajustements à la baisse des droits et taxes, a été de 15,3 milliards de FCFA en 2005 et de 19 milliards de F CFA en 2006. Ainsi, les répercussions sur les prix à la pompe se sont situées entre 7% et 17% en 2005 et 4% et 13% en 2006, selon les produits. En dépit de ces dispositions prises, la flambée des cours du pétrole a eu des effets néfastes sur la croissance. Les pertes en terme de point de croissance sont estimées entre 0,5 et 1 point.

Tab. 2 :

Evolution des quantités et du coût de la facture pétrolière	2002	2003	2004	2005	2006
Chargements (tonnes)	507 737	470 952	519 823	555 074	602 875
Facture pétrolière (en millions de FCFA)	106 864	110 656	147 194	194 532	236 859

Indice rapport prix/quantité (millions de FCFA/ tonne)	0,21	0,23	0,28	0,35	0,39
---	------	------	------	------	------

Sources : ONAP

### 1.3. Finances publiques

Le renforcement de la gestion des finances publiques reste toujours un des défis à relever pour l'amélioration de la performance et la rationalisation de l'utilisation des ressources. L'objectif est de permettre une utilisation plus efficace des ressources, notamment celles qui proviennent de l'aide et de l'allègement de la dette. Au niveau des finances publiques, le fait marquant est le ralentissement constaté dans le recouvrement des recettes budgétaires notamment au niveau des services de douanes. La maîtrise des dépenses a permis de maintenir une position budgétaire conforme aux objectifs du programme avec le FMI.

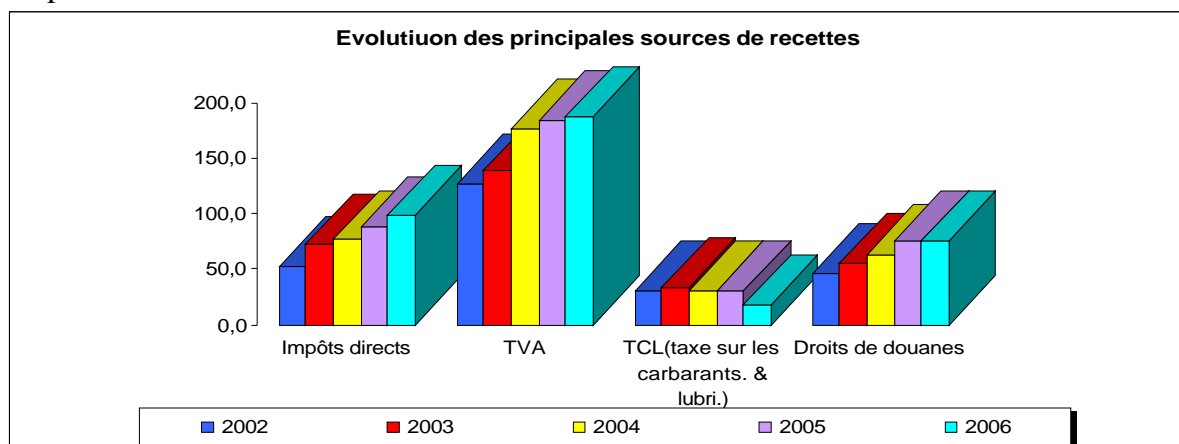
#### Recettes :

En 2006, les recettes fiscales n'ont progressé que de 5,4% contre une hausse de 13,9% en 2005. Elles sont ressorties à 470,2 milliards de FCFA en 2006 contre 446,2 milliards de FCFA en 2005. Cette contre-performance qui rompt avec la tendance des années antérieures est liée à un faible niveau de recouvrement des recettes de porte par les services des douanes. Ainsi, les recettes des droits de douanes ont même connu une baisse de 1,2%, ce qui n'était pas arrivé depuis plusieurs années. En outre, la volonté du gouvernement de stabiliser les prix des hydrocarbures a eu des effets négatifs sur les rentrées de la taxe sur les carburants et lubrifiants qui ont baissées d'un 1/3 environ. Les dites recettes ont baissé à 18,5 milliards de FCFA en 2006 contre 30,2 milliards une année plus tôt. En conséquence le taux de pression fiscale (recettes fiscales /PPIB) est passé de 15,9% en 2005 à 15,2% en 2006.

*En dépit des efforts importants de mobilisation des ressources intérieures pendant ces dernières années, le critère de taux de pression fiscale de 17% édicté par l'UEMOA n'a pas été atteint par le Mali. Le niveau moyen sur la période 2002-2006 a été 14,8%. La réalisation de cette norme de convergence restera l'un des défis de la mise en œuvre du CSCR 2007-2011. Les perspectives de sa réalisation dès 2008 sont peu probables.*

Le montant des dons a atteint 159,3 milliards de FCFA en 2006 contre 115 milliards de FCFA en 2005. Les niveaux des dons projets et budgétaires n'ont pas sensiblement variés. Ce sont les Appuis Budgétaires Sectoriels (ABS) de l'ordre de 39,8 milliards de FCFA qui ont accru le montant des dons.

Graph.3 :

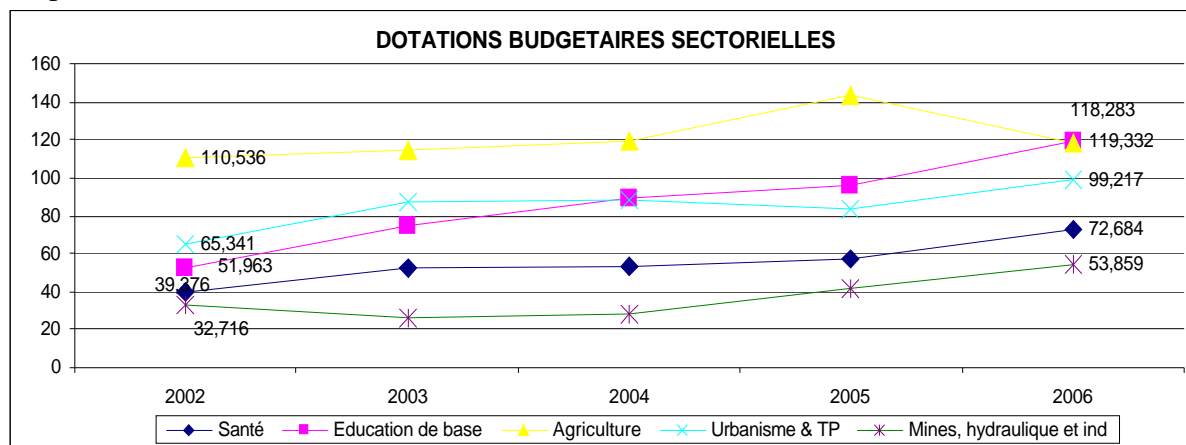


## Dépenses et déficits:

Le faible niveau de recouvrement des recettes fiscales a été quelque peu compensé la maîtrise des dépenses publiques. Les dépenses totales et prêts nets sont passés de 712,6 milliards de FCFA en 2005 à 768,6 milliards de FCFA en 2006 soit respectivement 25,5% et 24,8% du PIB. Cette évolution favorable a été possible grâce à la maîtrise de la progression des dépenses courantes qui sont passées de 376,5 milliards de FCFA (13,5% du PIB) en 2005 à 395,5 milliards de FCFA (12,8%) en 2006. L'évolution de la masse salariale est a été maîtrisée. Les salaires du personnel de l'État ont coûté 129,7 milliards de FCFA en 2006 soit 4,4% du PIB contre 122,5 milliards de FCFA en 2005 soit 4,2% du PIB. A ces montants, il faut ajouter respectivement 18,2 milliards de FCFA et 15,3 milliards de ressources PPTTE consacrées au paiement des contractuels du secteur de l'éducation. Le poste budgétaire qui mérite plus d'attention est celui des autres dépenses qui comprend une multitude de dépenses allant des subventions à EDM ou à la CMDT au filet sociale qui consomme 10 milliards de FCFA depuis 1994.

Les dépenses en capital ou d'investissement ont atteint 329,4 milliards de FCFA en 2006 contre 268,1 milliards de FCFA en 2005 soit une augmentation de 23%. Elles sont passées ainsi de 9,6% à 10,6% sur la période. Cette évolution est imputable ressources générées par l'IADM et l'ABS et qui ont été affectées aux investissements. Globalement donc, le financement extérieur des investissements a progressé passant de 6,1% à 7,4% du PIB tandis que le financement intérieur des investissements a baissé en passant de 3,5% du PIB à 3,3%. La grande difficulté pour le financement extérieur réside dans les retards de décaissements de l'aide extérieure qui entraînent une baisse du volume et du taux d'exécution du Budget Spécial d'Investissement (BSI).

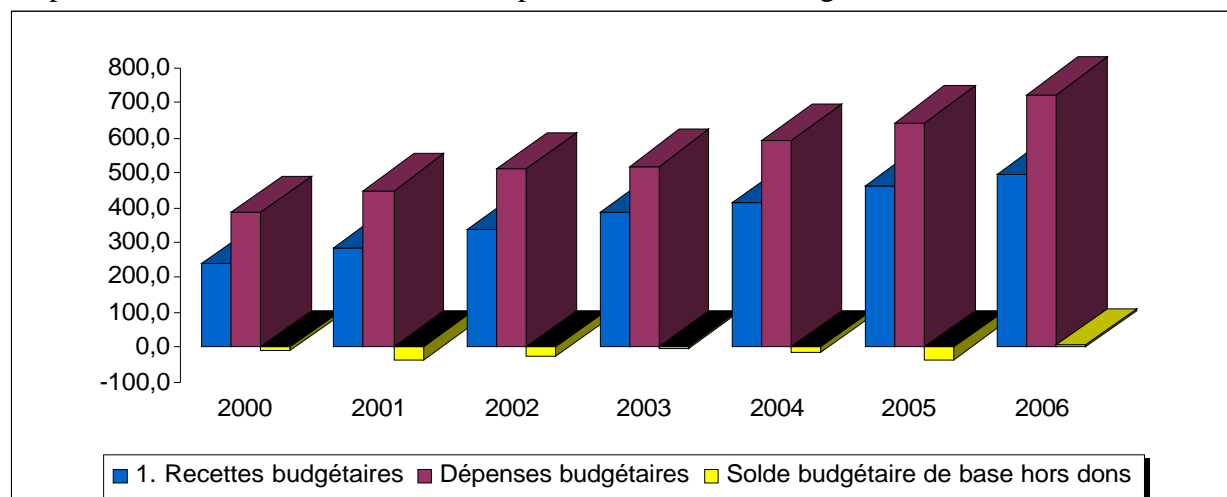
Graph.4 :



Le déficit base engagement et hors des Opérations financières de l'Etat est ressorti à 7,2% du PIB en 2006 contre 7,4% en 2005. Quant au solde budgétaire de base, il respecte sur le fil la norme de convergence de l'UEMOA en étant positif de 5,9 milliards de FCFA soit 0,2% du PIB, contre un solde négatif de 36 milliards de FCFA soit -1,3% du PIB une année plus tôt. Le solde budgétaire de base est un indicateur de viabilité financière de l'Etat qui indique sa capacité à financer ses dépenses sans recourir aux ressources destinées au financement extérieur des investissements.

Le déficit est financé par les emprunts et les dons budgétaires qui se sont élevés respectivement à 40,1 et 44,0 milliards de FCFA ainsi que par les allègements des dettes obtenus et les concours du secteur bancaire.

Graph. 5 : Evolution des recettes, des dépenses et du déficit budgétaire



Sources : TOFE

#### 1.4. Les comptes extérieurs

Le compte courant de la balance des paiements:

La hausse combinée de la production et des cours du marché international de l'or a conduit à un excédent de la balance commerciale du Mali. Celle-ci est passée d'un déficit de 76,3 milliards de FCFA en 2005 à un excédent de 49,6 milliards FCFA en 2006. Ceci en raison d'une augmentation de 63% de la valeur des exportations d'or qui ont atteint 581,7 milliards de FCFA en 2006 contre 356 milliards de FCFA en 2005. Cette évolution compense largement les pertes enregistrées sur les exportations du coton qui ont connu une légère diminution de leur valeur. Au total, le niveau des exportations est ressorti à 806,8 milliards de FCFA contre 580,7 milliards une année plus tôt. Pendant ce temps, les importations sont passées de 657 milliards de CFA à 757,2 milliards de FCFA.

La balance des services a atteint un déficit de 181,9 milliards de FCFA en 2006 contre 165,5 milliards de FCFA en 2005. Les rubriques du transport et du fret qui constituent l'essentiel des charges de cette balance ont été respectivement de 192,1 et de 166,1 milliards de FCFA en 2006.

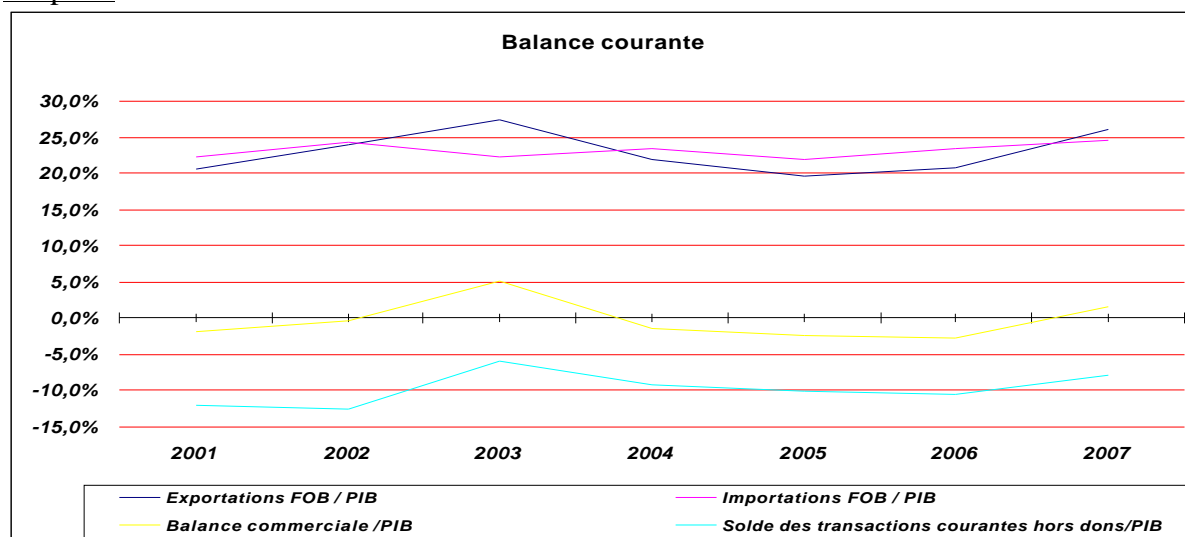
Le solde de la balance des revenus a progressé de 59% entre 2005 et 2006 pour ressortir à 173,7 milliards de FCFA. Cette évolution s'explique par une augmentation des rapatriements des dividendes des sociétés minières.

La balance des transferts sans contre partie est restée relativement stable à 122,7 milliards de FCFA. Cette stabilité est liée au maintien du niveau des dons budgétaires qui se sont élevés à 44 milliards de FCFA et celui des envois de fonds des maliens de l'extérieur qui ont atteints 84,6 milliards de FCFA en 2006.

Ainsi, sur la période 2006, le solde courant de la balance des paiements s'est amélioré de 21% passant de -230,9 milliards de FCA en 2005 à -183,3 milliards de FCFA en 2006. Hors dons,

ce solde a été respectivement de 292 milliards de FCFA (10,4% du PIB) et de 243,0 milliards de FCFA (7,8% du PIB).

**Graph. 6 : Evolution du commerce extérieur**



Source : BCEAO

#### Le compte de capital et d'opérations financières:

S'agissant des mouvements de capitaux, l'évolution du compte de capital qui est passé de 108,6 milliards de FCFA en 2005 à 184,1 milliards de FCFA en 2006 est imputable essentiellement aux appuis budgétaires reçus par le gouvernement pour 39,6 milliards de FCFA et aux dons projets. Quant à la balance des opérations financières, son solde a baissé de 46% du fait de la baisse des investissements directs étrangers au Mali en 2006, 75,2 milliards de FCFA contre 118,5 milliards de FCFA en 2005.

Le solde global de la balance des paiements est ressorti positif à 104,7 milliards de FCFA en 2006 contre 47,1 milliards de FCFA une année plus tôt. Cette amélioration tire essentiellement sa source des bonnes performances du commerce extérieur ce qui permet au Mali d'enregistrer un accroissement des avoirs extérieurs du même montant.

#### **1.5. L'évolution de la dette extérieure**

En 2006, l'encours de la dette extérieure du Mali ne représente plus que 629 milliards de FCFA soit 20,3 % du PIB contre 1617 milliards de FCFA soit 57,8% une année plus tôt.

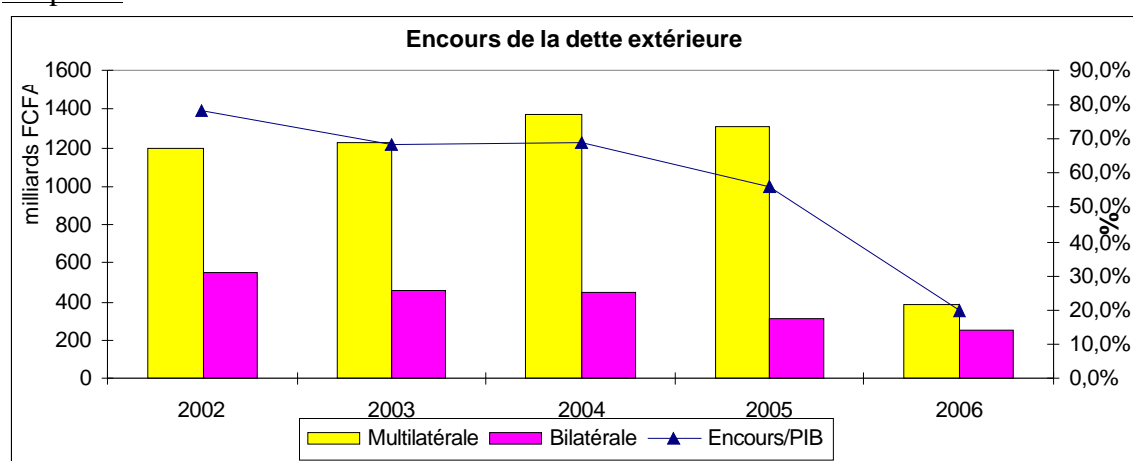
Le Mali a été admis à l'Initiative d'allégement de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) en 1998 et bénéficie effectivement des allégements de dette depuis 2000. Ainsi sur la période 2002-2006, le Mali a mobilisé des ressources PPTE de l'ordre de 142,1 milliards de FCFA. Ces ressources proviennent des économies réalisées sur le service de la dette du fait de la mise en œuvre de l'Initiative PPTE. Elles ont servi à financer des dépenses de réduction de la pauvreté dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des infrastructures rurales entre autres.

En 2005, le G8 a décidé de l'annulation de 100% de la dette multilatérale, envers la Banque mondiale, la Banque africaine de développement et le Fonds monétaire international, de 18 pays pauvres très endettés dont le Mali. Cette nouvelle initiative appelée « Initiative

d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM) vient conforter l'initiative PPTE où le pays atteint le point d'achèvement de la phase II en février 2003. La mise en œuvre de l'IADM a été effective en 2006. Ainsi, le Mali a reçu une annulation de la dette multilatérale de 1085,2 milliards de FCFA environ dont 64,7 milliards consentis par le FMI, 314,5 milliards par la BAD et 706,0 milliards par la Banque Mondiale.

Entre 2002-2006, le Mali a obtenu le concours de divers partenaires au titre des financements sous forme de prêt pour soutenir les actions de développement à travers la mise en œuvre de projets. Ces financements obtenus auprès de la Banque mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Islamique de Développement, de la Banque Ouest Africaine de Développement, du Fonds de l'OPEP, du Fonds Monétaire International, du FIDA, du Fonds Saoudien, du Fonds Koweïtien ont totalisé 582 milliards de FCFA.

Graph.7 :



Sources : DGDP

## 1.6 Réalisations des objectifs du CSLP

Indicateurs macro économiques	Normes UEMOA	Objectifs CSLP 2002-2006	Réalisation en 2006	Moyenne sur la période 2002-2006	Appréciation
Taux de croissance économique		6,7%	5,3%	5,1%	Non réalisé
Pression fiscale	>17%	16,4	15,2%	14,8%	Non réalisé
Solde budgétaire de base / PIB	>=0%	-0,1%	0,2%	-0,7%	Non réalisé
Masse salariale/ Recettes fiscales	<=35%	25,6%	27,6%	28,2%	Non réalisé
Financement intérieur des investissements / recettes fiscales	>=20%	29,9%	21,4%	21,8%	Non réalisé
Taux d'inflation	<3%	<3%	1,5%	1,7%	Réalisé
Encours de la dette extérieure / PIB	<=60%		20,3%	58,8%	Réalisé

Solde extérieur courant hors dons / PIB	<=5%	-8,9%	-7,8%	-8,7%	Réalisé
---	------	-------	-------	-------	---------

## 1.7. Les réformes structurelles

La dernière phase du programme actuel au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) qui était prévue pour s'achever en juin 2007, avait pour but de renforcer les acquis en matière de stabilité macroéconomique et à achever la mise en œuvre des composantes essentielles du programme de réformes structurelles engagé en 2004.

La réforme du secteur du coton a été relancée à nouveau en décembre 2005. L'objectif est de parvenir à la privatisation de la CMDT en 2008. Les actionnaires de la CMDT ont adopté une stratégie en vue de sa privatisation en 2008 et le Conseil des Ministres a approuvé un calendrier détaillé révisé pour le processus de réforme. Le 09 mars 2006, le Conseil des ministres a décidé du principe d'un zonage prévoyant l'institution de quatre sociétés privées d'égrenage dans les zones cotonnières du Mali.

La situation financière à court terme de la CMDT s'est stabilisée, bien que des problèmes demeurent. Les problèmes de trésorerie ont été allégés par des avances qui se sont élevées à 28,2 milliards de FCFA soit 1 % du PIB sur le budget 2005. Les pertes d'exploitation pour la campagne cotonnière 2005-2006 sont projetées à 7,5 milliards de FCFA (contre 53 milliards de FCFA) en raison de l'augmentation du cours international, de la baisse des prix aux producteurs et du contrôle des coûts. Une baisse de la production provoquée par la réduction des rendements et une baisse des prix du coton graine a affecté négativement les résultats financiers. En février 2006, le Gouvernement a approuvé la création d'une commission chargée de surveiller régulièrement les opérations financières de la CMDT. La société devrait continuer à enregistrer des pertes en 2006-2007 sur la base des projections actuelles de revenus et de coûts. Le 2 mai 2006, les acteurs ont convenu de fixer, conformément au mécanisme, le prix initial au producteur pour le coton graine à 165 FCFA/kg. Sur la base des résultats financiers de 2005, une recapitalisation par les actionnaires est projeté.

La sélection d'un conseiller à la privatisation pour la vente d'une majorité des actions dans la société de télécommunications (SOTELMA) à un partenaire stratégique est achevée. La privatisation de la SOTELMA devrait être achevée en 2007, en dépit de retards dans les travaux préparatoires. Une tentative pour la vente de la majorité des actions de la société de produits pharmaceutiques (UMPP) à un partenaire stratégique n'a pas abouti du fait d'un manque d'intérêt des acheteurs; la liquidation des actifs de la société de produits chimiques (SMPC) est en cours.

La BHM a été recapitalisée grâce à l'apport financier de l'Etat. En novembre 2005, le gouvernement a effectué une recapitalisation de la BHM pour un montant de 22 milliards de FCFA à travers la conversion de dépôts en fonds propres. Par ailleurs, grâce à l'apport du pool bancaire, la trésorerie de la banque s'est relativement améliorée. La clientèle a désormais facilement accès à ses dépôts et une reprise partielle des activités de crédit est amorcée. Cependant l'Etat tarde toujours à prendre un projet donnant les pouvoirs à la banque pour le recouvrement de ses créances en souffrances. Cette situation hypothèque à moyen terme les

efforts de stabilisation de la situation financière. En 2007, le gouvernement doit procéder à la privatisation de la BIM.

Le Gouvernement a réalisé l'audit institutionnel et financier de la Caisse des Retraites du Mali (CRM) et l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS). Les textes de réformes à savoir projet de loi et de décret sont toujours attendus afin de réduire progressivement le déficit financier de la Caisse de Retraite du Mali à travers la modification de différents paramètres tels que le taux de cotisation, l'âge de la retraite et le niveau des prestations. Cette réforme est nécessaire pour assurer la viabilité financière et l'équilibrer durablement du régime de la caisse des retraites.

Le constat est fait de la lenteur de ces différentes réformes structurelles pourtant si importantes pour impulser un dynamisme à l'économie malienne. Si des mesures nécessaires ne sont pas prises pour mener à terme ces réformes, on ne peut qu'assister à une dégradation du tissu économique et par finir à une détérioration de la situation financière de l'état malien.

## II. Situation sociale

Des avancées notables ont été réalisées dans les domaines de l'accès à l'eau potable, de l'éducation et de la santé en dépit du chemin restant à accomplir dans ce dernier domaine. Les efforts du gouvernement ont permis d'améliorer quantitativement l'offre de services sociaux de base, mais l'amélioration qualitative n'est pas toujours au rendez vous.

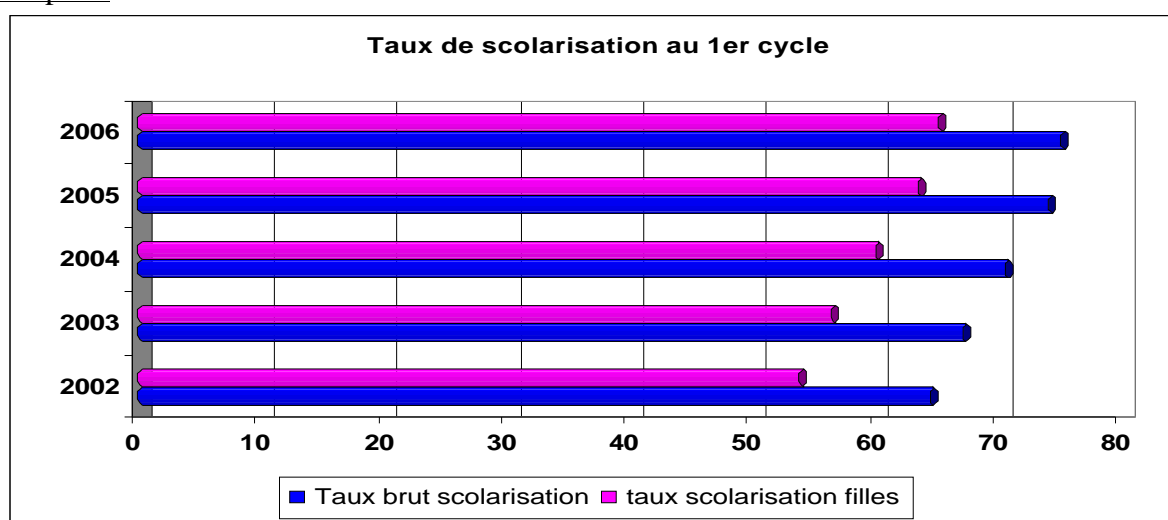
### 2.1. Secteur de l'éducation

La première phase du Programme d'investissement du secteur de l'éducation (PISE) a pris fin en 2005, la deuxième phase a été lancée au mois de septembre 2006 et couvre la période 2006-2008. Ce programme bénéficie du soutien important des bailleurs de fonds du Mali.

S'agissant des résultats atteints par le secteur, on notera que le taux brut de scolarisation a progressé de 10 points entre 2002 et 2006. Le taux de scolarisation mesure le rapport des effectifs du 1<sup>er</sup> cycle de l'enseignement scolaire à la tranche d'âge de la population scolarisable (7-12 ans). Il se situe à 75% en 2006. L'effectif des élèves au premier cycle en 2006 a été de 1.737.877 élèves dont 44,5% de filles. Entre 2005 et 2006, le taux brut de scolarisation n'a progressé que d'un point passant de 74% à 75%. Celui des filles se situe à 65,1% en 2006 contre 63,4% en 2005. Ce taux de scolarisation s'effondre à mesure qu'on avance dans les différents cycles d'enseignement. Il n'est plus que de 5,1% en 2006 dans l'enseignement supérieur. Le nombre d'étudiant à l'université de Bamako a atteint 38.214 en 2006 contre 31.078 en 2005, soit une hausse de 22,9%.

Pendant que les effectifs explosent, les infrastructures ne suivent que timidement. Ainsi dans l'enseignement fondamental, le ratio maître élève est resté quasiment stable depuis 2002 autour de 57 et le taux de redoublement se situe à 17% en 2006 contre un objectif de 15%. Pour le maintien de cette stabilité, l'Etat alloue 17% de son Budget à l'éducation et 30,1% des charges récurrentes. Il se pose ainsi la question de l'efficacité de la dépense et surtout la stratégie à mettre en œuvre pour assurer la scolarisation pour tous à l'horizon 2015.

Graph. 7 :



Sources : CPS Education

### 2.3. Secteur de la santé

Dans le domaine de la santé, le Programme de Développement du secteur de la santé PRODESS II (2005-2009) est en cours d'exécution. Globalement les stratégies adoptées visent à améliorer les indicateurs de santé des populations maliennes en général et en particulier des plus pauvres. Ces stratégies ciblent spécifiquement :

- § la réduction de la mortalité néonatale, infantile et infanto-juvénile en répondant aux problèmes des IRA, des diarrhées, du paludisme, de la malnutrition, des maladies transmissibles telles le VIH et la tuberculose ;
- § la réduction de la morbidité et de la mortalité maternelle en répondant aux soins maternels, prénatals, obstétricaux, et des carences nutritionnelles ainsi que les maladies transmissibles.

Comme résultats, le nombre de centres de santé communautaires est passé de 753 en 2005 à 785 en 2006, et contre 605 en 2002. La proportion de population vivant dans un rayon de 5 km d'un centre de santé est passée de 50% en 2005 à 51% en 2006, contre 44% en 2002.

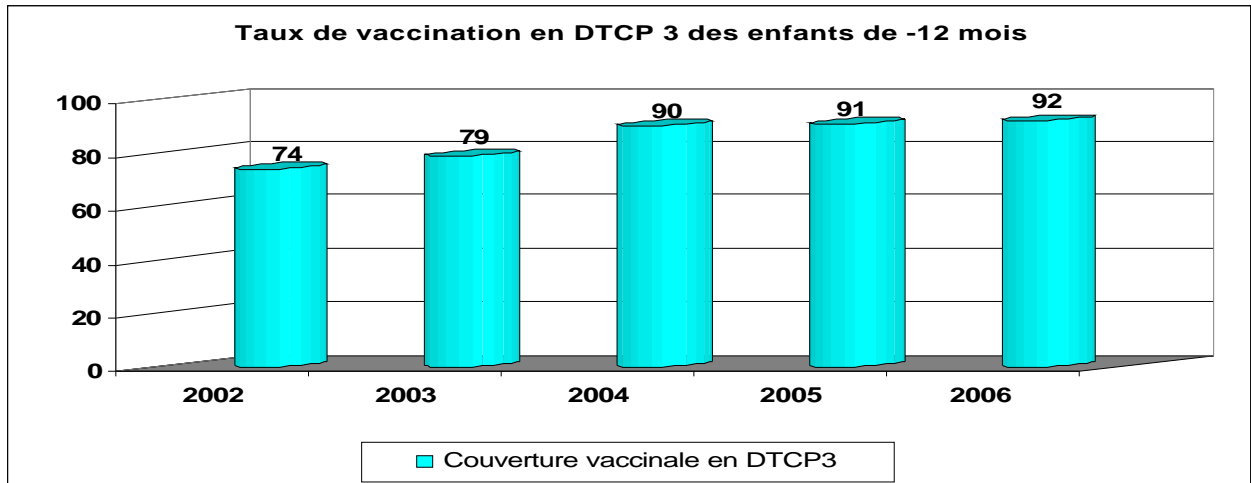
Le taux de couverture des consultations prénatales est passé de 75% en 2005 à 76% en 2006, contre 54% en 2002. Sur la même période, le taux d'accouchement assistés est passé de 53% à 55%, contre 40% en 2002. Concernant la mise en œuvre de la gratuité de la césarienne, 18.000 kits de césarienne ont été livrés au total aux Centres de Santé de Référence et aux hôpitaux au cours de l'année 2006.

Dans le domaine de la lutte contre les maladies, le paludisme constitue une des priorités de la politique de santé du Mali, cette pathologie est la première cause de morbidité et de mortalité chez les enfants de 0-5 ans, la première cause de consultation dans les services de santé. Pour la lutte contre le paludisme, le Mali a élaboré le Plan stratégique 2007-2012. Ce plan se compose de 4 axes stratégiques majeures : (i) prise en charge des cas de paludisme, (ii) prévention du paludisme pendant la grossesse, (iii) la lutte antivectorielle, (iv) prédiction, prévision, prévention et gestion des épidémies de paludisme) et d'autre part de deux stratégies de soutien (i) la communication et la mobilisation sociale, (ii) la Recherche opérationnelle. En 2006, 48,3% d'enfants de moins de 5 ans souffrant de paludisme/fièvre ont reçu un traitement au niveau des formations sanitaires.

En matière de malnutrition, les résultats des différentes enquêtes nationales notamment l'Enquête Démographique et de Santé de 2001 montrent que, 40% des enfants de moins de 5 ans ont une insuffisance pondérale, 34% ont un retard de croissance, 13% ont une émaciation et 18,6% souffrent de diarrhée. La mortalité infantile était de 113‰ en 2001 et à la mortalité maternelle de 582 pour 100 000 restent encore élevées. Les prochains résultats de l'EDS IV 2006, en cours d'exploitation, aideront mieux apprécier l'évolution de ces indicateurs clés.

Dans le domaine de la lutte contre le VIH Sida, des résultats encourageants ont été obtenus à travers, la prévention de la transmission de la mère à l'enfant, le traitement aux ARV (Anti Rétro Viraux), l'extension des sites de traitement et le renforcement de la communication pour un changement de comportement favorable. Grâce à la gratuité du traitement du VIH/SIDA de 2005 à 2006, le nombre de patients traités et suivis sous ARV est passé de 6.500 à 11.508, soit une augmentation de 77,0%; le nombre de site de traitement ARV de 12 à 31, soit une augmentation de 158,3% ; le nombre de CCDV (Centre de Conseil de Dépistage Volontaire et anonyme du VIH/SIDA) de 102 à 116, soit une augmentation de 13,7%

Graph. 8 :



Sources : CPS santé

#### 2.4. L'accès à l'électricité et à l'eau

En 2006, le taux d'accès des populations à l'électricité au niveau national s'est établi à 16,7% contre 15,0% en 2005. Le taux d'accès en milieu rural n'est que de 1,3% en 2006 contre 0,3% en 2005. S'agissant du taux d'accès des populations urbaines à l'électricité, il s'est fixé à 56,2% en 2006 contre 49,8% en 2005. Le nombre d'abonnés d'EDM.sa est passé de 162.054 en 2005 à 174.152 en 2006, celui des abonnés à l'électrification rurale en zone AMADER est passé de 329 en 2005 à 6.910 en 2006 pour un objectif de 40.000 sur la période 2005-2009.

Grâce aux actions IEC, appui à l'équipement des ménages, entamées par l'AMADER et la subvention du prix du gaz butane par le Gouvernement, la consommation du gaz butane est passée de 4.084 tonnes en 2005 à 5.194 tonnes en 2006, soit une hausse de 27,2%.

Le taux d'accès à l'eau potable au niveau national s'est établi à 67,4% en 2006 contre 66,1% en 2005, soit une amélioration de 1,3 point de pourcentage. Cette hausse s'explique par l'augmentation du nombre d'abonnés qui passe de 93.373 en 2005 à 99.363 en 2006 (y compris 2.448 fontainiers) et l'amélioration du taux d'accès en milieu urbain qui est passé de 70,2 % en 2005 à 76,6 % en 2006 soit une progression de 6,4 % points.

### III. Perspectives

Les perspectives de l'économie malienne en 2007 dépendent fortement des résultats de la campagne agricole 2007/2008. Au niveau international, la poursuite d'une croissance mondiale forte combinée à une appréciation des termes de l'échange et à une réduction du service de la dette suite à l'initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) constituent un environnement extérieur particulièrement porteur pour le Mali.

Pour 2007, la production d'or attendue resterait stable autour de 61,8 tonnes et la production agricole serait difficilement prévisible en raison de sa dépendance avec le niveau de la pluviométrie. S'agissant des réformes structurelles, la dernière phase du programme actuel au titre de la Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) qui s'achèvera en décembre 2007, à contribuer au renforcement des acquis en matière de stabilité macroéconomique. Cette politique a visé principalement à créer les conditions d'une accélération de la croissance à moyen terme, y compris en prenant appui sur l'aide extérieure et l'allègement de la dette, afin de réduire la pauvreté et de progresser vers la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

Le document du plan d'actions pour l'atteinte des OMD sera finalisé en 2007 et soumis à la 6ème table ronde des bailleurs de fonds du Mali avec le document du CSCRP. Cette rencontre sera l'occasion de faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la Table ronde de Genève de 2004, mais aussi et surtout de partager et construire un consensus avec les partenaires du Mali sur le CSCRP et le plan décennal OMD.

Globalement la plupart des objectifs stratégiques du CSLP sur la période 2002-2006 n'ont pas été atteints. Cependant des progrès ont été constatés. Le CSLP visait un objectif de croissance économique de 6,7%, il a été réalisé 5,1%. Une baisse de la pauvreté des conditions de vie (pauvreté de masse) à 47% était attendue sur la période. Le taux de pauvreté se situe actuellement autour de 55,9%<sup>1</sup> contre 68,3% en 2001.

Cette faible performance ne s'explique pas uniquement par les chocs exogènes (crise ivoirienne, invasion acridienne en 2004 et hausse des cours du pétrole), elle trouve aussi un fondement dans la lenteur des réformes structurelles à mener au cours de la période. Qu'il s'agisse de la sécurisation foncière au niveau de l'officier du Niger, de la réforme du secteur coton dont la faiblesse des prix au producteur et la situation financière difficile de la CDMT n'encouragent une hausse de la production. On note aussi de nombreuses difficultés dans le secteur financier avec une masse importante de créances en souffrance particulièrement au niveau de la BHM. Le développement de l'investissement du secteur privé est resté en deçà des objectifs en raison de la faiblesse de l'épargne nationale et de l'absence d'un cadre cohérent pour le développement du secteur privé.

Le mécanisme de suivi évaluation du CSLP n'a pas bien fonctionné. Au niveau institutionnel, seule la commission mixte a tenu régulièrement des rencontres. En outre, le dispositif de suivi évaluation du CSLP a montré ses limites. D'où la nécessité de définir cadre global de suivi évaluation et de revue du CSLP.

---

<sup>1</sup> Compte tenu de la diversité des chiffres sur la pauvreté et du fait que ce taux est obtenu sur la base d'estimation, il y'a lieu d'attendre les résultats de l'ELIM 2006 dont le fichier est en cours d'apurement et d'analyse à Washington.

Une des grandes difficultés pour l'évaluation du CSLP 2002-2006 a été la diversité dans les canevas de présentation des rapports des groupes thématiques. Cette situation n'a pas permis d'apprécier le niveau des réalisations de nombreux indicateurs et de percevoir clairement une analyse approfondie et qualitative des défis économiques et sociaux du Mali à travers le CSPL.

Compte tenu des difficultés actuelles en matière de coordination des données statistiques, il y'a la nécessité d'assurer une meilleure coordination et de définir les opérations statistiques couvrant la période du second CSLP 2007 – 2011. Le PNUD, qui a contribué à l'élaboration du Schéma Directeur National de la Statistique (SDNS), peut assurer une coordination des interventions des PTF sur la mise en œuvre du SDNS.

Pour le CSCR 2007-2011, les mesures suivantes devraient contribuer à l'amélioration du processus:

- § tenir à bonne date, c'est-à-dire en avril et mai, la revue du CSLP afin d'alimenter le processus budgétaire.
- § pour la troisième revue du CSLP correspondant à la première revue du CSCR, il faudrait définir clairement un cadre d'évaluation de la revue et préciser les mandats des groupes thématiques. Ce qui nécessite des TDR précis définissant les attentes et le contenu des rapports afin de permettre de donner une appréciation objective sur la mise en œuvre du CSLP.
- § A la lumière de la revue du CSLP 2006, il y'a lieu d'identifier les mesures de réformes à mettre en œuvre pour combler le gap entre le trend de croissance économique de 5% observé et l'objectif de 7% visé dans le CSCR 2007-2011 ;
- § Accélérer la mise en œuvre des réformes structurelles (secteur coton, finances publiques) en vue de maintenir la viabilité financière de l'Etat et améliorer l'efficacité de la dépenses publiques.
- § Mener des études sur le lien entre la croissance économique et réduction de la pauvreté qui reste mal connu au Mali.